

Objet : réponse de France Télévisions à la consultation conjointe de l'Arcep et de l'Arcom relative au référentiel général de l'écoconception des services numériques

1. Pour rappel :

La présente consultation publique vise à recueillir les réponses et les commentaires des acteurs intéressés sur le projet de référentiel général de l'écoconception des services numériques de l'Arcep et de l'Arcom, auquel l'ADEME, la DINUM, la CNIL et l'Inria ont également contribué.

Le référentiel général de l'écoconception des services numériques est un document technique destiné aux experts et métiers du développement, de la conception et du design de services numériques. Il rassemble des critères pour s'assurer qu'un service numérique s'inscrit dans une démarche d'écoconception désignant « l'intégration des caractéristiques environnementales dans la conception du produit en vue d'améliorer la performance environnementale du produit tout au long de son cycle de vie ». Pour les parties qui souhaiteraient suivre leurs efforts d'écoconception, l'évaluateur du service numérique peut aussi calculer un score d'avancement en fonction du nombre de critères applicables validés et qui prend en compte le niveau de priorisation de chaque critère. Le référentiel invite également à rédiger aussi une déclaration d'écoconception afin d'accroître la transparence concernant la performance environnementale du service.

2. Introduction

France Télévisions est depuis de nombreuses années un média exemplaire sur les sujets environnementaux, portant ainsi une politique RSE poussée, dans tous les aspects de ses activités (plans internes, développement de l'éco production), en partie intégrée aux objectifs de son contrat d'objectifs et de moyens (2020-2022).

France Télévisions prend ainsi notamment particulièrement en compte la question de son empreinte environnementale numérique et a pleinement identifié les facteurs de consommation d'énergie, internes ou des usagers, de ses services numériques (*data centers*, acheminement des données, équipements). Conscient des enjeux, plusieurs projets numériques, lancés par France Télévisions et/ou ses partenaires, ont été l'occasion de mettre en place des bonnes pratiques et de tirer des premières conclusions de mise en œuvre générale. Le projet Nowu – plateforme franco-allemande en faveur de l'environnement lancée par France Télévisions et la WDR (audiovisuel public régional allemand) au cours de l'été 2021 – a ainsi été l'occasion pour France Télévisions d'appliquer des bonnes pratiques de conception et de développement.

3. Questions de la consultation publique

1. Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques). Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

Remarques préalables :

- *le référentiel général d'écoconception pourrait également constituer un outil de choix de nos fournisseurs de solutions IT. Certains critères pourront être intégrés aux critères de sélection de France Télévisions dans ses appels d'offres ;*
- *pour un service numérique, l'hébergement peut évoluer au cours du temps sans impact sur l'utilisateur. Le changement d'hébergement peut alors modifier le résultat d'évaluation de certains critères.*

Cible 1 : l'allongement de la durée de vie des terminaux. Cette cible nous semble être vertueuse, notamment pour ce qui concerne la compatibilité avec le parc matériel le plus large possible. Néanmoins, il est nécessaire de tenir compte du fait que les nouveaux terminaux sont généralement plus efficaces en termes de consommation énergétique que les anciens. C'est le cas notamment des smartphones qui proposent des batteries offrant une meilleure autonomie et qui supportent des technologies plus récentes (réseaux, compression et de diffusion vidéo, stockage local ...), lesquelles ont aussi un impact sur la consommation énergétique globale mais aussi des téléviseurs dont les nouvelles générations de LED et OLED sont plus économes que les anciens à bases de LED ou de plasma. Pour aller dans ce sens, différentes réglementations européennes liées à l'obsolescence programmée sont en cours de déploiement. Elles auront pour effet d'augmenter la durée de vie des terminaux et de normaliser les connectiques (chargeurs par exemple...).

Cible 2 : la limitation des stratégies de captation de l'attention. Cet objectif nous semble devoir être nuancé dans la mesure où rien ne permet d'affirmer que l'attention ainsi « économisée » sera reportée sur des activités ou services ayant un meilleur impact environnemental. Par ailleurs, si seules les plateformes basées en France s'astreignent à cette limitation, tandis que d'autres plateformes, non vertueuses et/ou opérant depuis des pays où l'impact environnemental du numérique n'est pas un enjeu, continuent à utiliser toutes les stratégies à leur disposition pour stimuler l'usage, cela pourrait se traduire par un impact globalement négatif sur l'environnement – et l'économie française. Enfin, la mission de service public qui nous incombe (informer, divertir, cultiver) nous engage à mettre en avant/faire découvrir nos contenus, notamment traitant de questions sociétales et qui peuvent alors dans ce cas servir la question de l'enjeu environnemental.

Cible 3 : la minimisation de l'utilisation des ressources informatiques. Cette cible nous semble pertinente. Dans le cas d'hébergement ou de traitement de données en France, l'impact environnemental est principalement induit par les périodes de pic de consommation. Ainsi, dans le cas de france.tv, nous pourrions inciter au téléchargement pour une consommation hors ligne ou à visionner nos programmes en direct via la TNT (une heure de visionnage en TNT consomme 10 fois moins d'énergie qu'une heure de visionnage en streaming)¹ plutôt qu'en streaming ou IPTV lors du pic d'audience. Ainsi nous pourrions limiter l'impact environnemental sur nos infrastructures aussi bien sur la partie réseau et CDN (Content Delivery Network).

¹ Etude Locat : www.thelocatproject.org

Cible 4 : la transparence de l’empreinte environnementale. Si l’objectif de cette cible nous paraît louable, sa mise en œuvre nous semble complexe. Les acteurs impliqués dans la chaîne de production et de distribution d’un service numérique sont nombreux rendant la mesure complète difficile. D’une manière générale, le formulaire est représentatif des différents indicateurs qui permettront d’aboutir à une mesure fiable mais non exhaustive (par exemple, le référentiel ne prend pas en compte la fabrication des contenus). De plus, si nous savons parfaitement mesurer la consommation électrique de nos Data Center, il est difficile aujourd’hui de mesurer l’impact de la consommation sur les terminaux, même si nous appliquons toutes les bonnes pratiques de conception. Par ailleurs, aucun critère ne prend en compte la notion de circuit court : localisation des équipes de conception et développement des services, l’impact environnemental des locaux et des moyens de transport utilisés dans le cadre de leurs fonctions. Enfin, attention également à ne pas trop augmenter le coût ou la vitesse de conception et développement des services français, au détriment de services moins vertueux, notamment ceux basés à l’étranger.

2. Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d’écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c’est-à-dire la publication d’une déclaration d’écoconception et le calcul d’un score d’avancement. A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d’une déclaration d’écoconception et le calcul du score d’avancement ? Que pensez-vous du tableau d’auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ?²

Si l’objectif du référentiel nous paraît tout à fait vertueux, l’élaboration d’une déclaration unique d’écoconception par entité/entreprise ne nous semble pas souhaitable. En effet, pour France Télévisions, qui propose plusieurs offres numériques à destination de publics très différents (information, vidéo, jeunesse, éducation), le Référentiel s’envisage plus facilement à l’échelle de chacune des offres que pour l’ensemble de l’offre proposée sur la plateforme unique france.tv. Certaines offres proposent essentiellement de la vidéo, toutes ne proposent pas de l’audio, les notions de contenu chaud/froid ainsi que le cycle de vie des contenus varient d’une offre à l’autre... Il nous semble de ce fait difficile d’apporter une réponse globale au questionnaire d’auto-évaluation. Tel que présenté, le niveau de granularité du référentiel en fait un outil utile et adapté pour le suivi des stratégies d’écoconception par offre.

Quelques remarques ou points d’attention :

- la charge induite par la rédaction de ces documents ne doit pas être trop lourde ;
- vigilance de l’impact sur la capacité à développer vite dans une économie numérique mondialisée : les acteurs français sont en concurrence avec des services développés ou hébergés dans des pays à faibles coûts et faibles contraintes techniques ou réglementaires (notamment en termes de protection des données personnelles ou de respect des droits d’auteur) ;

² * L’Autorité recherche des contributeurs prêts à tester le projet de référentiel de l’écoconception des services numériques. Si vous utilisez l’outil d’auto-évaluation (format Office Open XML ou OpenDocument) pour calculer votre score d’avancement et consentez à partager à l’Arcep vos résultats, vous pouvez transmettre le tableau rempli pour votre service à ecoconception@arcep.fr

- ces critères doivent être appliqués de façon contextuelle et ne doivent pas avoir pour conséquences de dégrader l'expérience utilisateur (l'accessibilité par exemple peut être antinomique avec certaines recommandations d'écoconception) et la découvrabilité de nos contenus ;
- le référentiel tel que proposé rassemble des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs ce qui nous semble tout à fait pertinent. Si certains critères sont ainsi liés à l'appréciation des moyens mis en œuvre par chaque acteur (8.2 : Le service numérique utilise-t-il un hébergement ayant une démarche de réduction de son impact écologique ?), d'autres sont mesurables de façon très rationnel (8.5 et 8.6 : mesure du PUE et du WUE). Ces différences de critères, et par voie de conséquences leur appréciation, doivent être prises en compte dans le calcul du score d'avancement, les critères qualitatifs étant par nature plus subjectifs, notamment pour estimer ce qui est « strictement nécessaire » ;
- il devra être adoptée une démarche itérative en adressant les critères les plus simples et les mieux maîtrisés (connaissance de leur réel impact). Le niveau de priorité de certains critères dépendront de de leur niveau de complexité.

3. Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

Compte tenu de l'écosystème numérique complexe (multiples interfaces - web, TV, mobile) proposé par France Télévisions, nous pourrions rencontrer des difficultés dans la mise en œuvre intégrale du référentiel. Nous concernant, le référentiel devrait être plus facile à déployer sur le web par exemple que sur des smart TV, système très contraint que nous ne développons pas en interne.

L'estimation des niveaux de difficultés proposés est globalement cohérente avec notre expérience métier. Le niveau de priorité tient compte de l'impact du critère et n'appelle pas de remarque particulière. Comme déjà évoqué, nous pensons que le déploiement de cette démarche doit être itératif et sera par exemple plus facile à adopter sur de nouveaux services (exemple critère 1.11) que sur des services existants.

4. Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant. Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?

Comme exprimé ci-dessus, la minimisation de l'impact des contenus multimédia et des stratégies de captation de l'attention partent du postulat que la réduction des usages numériques se fera nécessairement aux bénéfices d'activités ou de services ayant un meilleur impact sur l'environnement. Si les services « vertueux » voient leurs usages et leurs revenus diminuer suite à l'implémentation du référentiel au profit de services numériques basés à l'étranger, cela se traduira par des impacts écologiques, économiques et sociétaux négatifs pour le marché français. Certaines recommandations (utilisation de logiciels libres, limitation du ciblage publicitaire, non utilisation de l'intelligence artificielle...) peuvent être nuancées :

- dans le domaine des smartphones, un fabricant comme Apple, qui ne fournit pas le code source de ses appareils, les maintient jusqu'à 7 ans, là où les sur-couches graphiques

développés par Android ne sont maintenues que pendant 3 ans par les fabricants comme Samsung ou Sony, alors que l'OS n'est pas encore obsolète (*nb* : Apple s'est fait rappeler à l'ordre par l'UE quant à leur politique d'obsolescence programmée) ;

- dans le domaine publicitaire, le fait de réduire l'efficacité du ciblage publicitaire contribuera à diminuer son efficacité et donc le prix de chaque publicité, obligeant le service à augmenter la charge publicitaire pour obtenir le même revenu et donc l'empreinte environnementale du service ;
- l'utilisation de l'intelligence artificielle peut permettre d'améliorer les recommandations de contenus pour l'utilisateur, réduisant ainsi le temps passé à chercher un contenu approprié sur un service et donc la consommation énergétique associée ;
- concernant la réduction de l'empreinte environnementale des contenus multimédia, le fait de réduire unilatéralement, volontairement, systématiquement et de façon visible pour l'utilisateur la qualité des vidéos pourrait entraîner un report de l'usage sur des acteurs qui privilégieront les contenus de meilleure qualité. D'autre part, le fait d'utiliser les protocoles de compression et de diffusion les plus récents discriminera les anciens terminaux qui ne les supportent pas ou mal.

C'est donc un équilibre assez subtil qu'il convient de trouver ; la pédagogie auprès des utilisateurs pour les aider à réduire leur empreinte environnementale dans leur consommation de médias est un bon début.

5. Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle. Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

En ce qui concerne la conception technique de nouvelles briques internes, l'utilisation de langages performants et peu énergivore doit être priorisé dès les premières phases des nouveaux projets.

En ce qui concerne les nouveaux usages comme la réalité virtuelle, il faut réussir à porter ces nouveaux usages tout en minimisant les impacts sur la consommation énergétique, réseau ou l'empreinte environnementale nécessaire des nouveaux devices (ex : apple vision pro).

Ce n'est sans doute pas l'usage en général qu'il faut diminuer, mais plutôt inciter à lisser l'utilisation en dehors des pics de consommation lorsque c'est possible.

S'agissant du métavers, son impact négatif doit être nuancé : le métavers induit la « disparition » de la majorité des terminaux actuels qu'il « remplace », au profit d'un seul terminal (type casque de réalité virtuelle ou lunettes de réalité augmentée).

6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Le référentiel tel que proposé nous semble établir une base solide de bonnes pratiques. Dans un marché mondial du numérique dominé par des acteurs disposant de moyens financiers, techniques et humains très supérieurs à ceux de France Télévisions et plus largement des acteurs nationaux, il



semble indispensable de ne pas rajouter de contraintes uniquement sur les acteurs français. Aussi l'implémentation et la publication des résultats des auto-évaluations de l'écoconception des services devraient rester volontaire et ne pas être soumis à un contrôle par un tiers.

France Télévisions se tient à la disposition de l'Arcom et de l'Arcep pour échanger sur le référentiel et le contenu des réponses apportées à la consultation.